



Edito

Point de vue par Jean-Dominique Giuliani (*)

Europe : le salut par l'exemple

À force d'imputer à l'Europe tous leurs maux, les Français risquent de se trouver bien seuls. C'est ce qui arrive, par exemple, à nos agriculteurs en manque d'une voix forte plaidant leur juste cause auprès de nos partenaires. C'est, hélas, le cas dans beaucoup d'autres domaines : tous nos ennuis viendraient de Bruxelles. À force de délaisser la scène européenne, nos responsables politiques n'ont plus d'autre choix que de, sans cesse, critiquer l'Europe. Ne les croyez pas !

Certes, tout n'est pas parfait au sein de l'Union européenne, l'on peut souhaiter un « rafraîchissement » du logiciel européen. Mais le « hardware », le matériel, le cadre et l'idée, demeurent plus modernes et plus indispensables que jamais dans une mondialisation accélérée et face aux dangers venus de l'extérieur.

Pour critiquer l'Europe, il faut avoir mis en ordre nos propres affaires - il y a beaucoup à dire - et le faire au moyen de la seule méthode qui convainc : l'exemple.

Il est lassant d'entendre ceux qui sont aux affaires, qui y ont été ou qui souhaitent y retourner, s'ériger en commentateurs critiques des dossiers européens sans proposer le moindre pas concret vers une Europe plus performante.

Le diagnostic est connu : faute d'une solidarité suffisante, les Européens tirent « à hue et à dia ». La crise des réfugiés fait ainsi voler en éclat toutes les règles acceptées par les États et, quelque part, nous fait honte.

Rétablir la confiance

L'urgence est donc de rétablir la confiance, une vraie coopération, une réelle intimité, même à quelques-uns. Il suffirait que le tandem franco-allemand, abîmé par la politique partisane et l'indifférence, retrouve des couleurs, pour que le « noyau dur européen » fasse prévaloir le bon sens le plus élémentaire qui nous rappelle qu'à plusieurs c'est plus facile que tout seuls.

Trois propositions pourraient le permettre.

La France et l'Allemagne pourraient élaborer un calendrier de rapprochement en dix ans de leurs règles fiscales, à l'issue duquel nos taux d'imposition sur les sociétés seraient les mêmes. Avec plus de temps, nous procéderions de la même manière en matière de protection sociale et de parafiscalité. Le signal serait clair : on saurait de manière certaine que nos citoyens ont décidé de vivre et de travailler ensemble sur un espace dont la richesse représente déjà plus de 40 % du produit intérieur brut européen. L'effet sur notre croissance et nos emplois serait certain.

Il en va de même en matière d'immigration. La France et l'Allemagne n'ont pas les mêmes besoins de main-d'œuvre et les mêmes problèmes d'intégration. Raison de plus pour s'accorder à agir ensemble.

En matière de sécurité et de défense, nos différences sont évidentes. Les Allemands ont appris de leur passé et la France garde un outil militaire de tout premier rang. Pourquoi ne pas se partager les tâches ? Cela décuplerait nos forces pour faire face à des menaces qui s'accroissent.

La relance européenne est ainsi complètement tributaire de la capacité d'initiative de nos gouvernements nationaux. Une alliance franco-allemande exemplaire peut montrer la voie, en démontrant que nous souhaitons toujours agir en commun en respectant nos différences, qui sont complémentaires. Agir à quelques-uns, c'est le prix du retour à une Europe qui avance.

Nos dirigeants doivent le faire dans l'intérêt de la France et du continent tout entier.

(*) Président de la Fondation Robert Schuman